

Intervention de Danielle BOUSQUET,
Présidente du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes

15 septembre 2016 – Lancement du rapport « Où est l'argent pour les Droits des femmes ? Une sonnette d'alarme »

Hémicycle du Conseil Economique Social et Environnemental (CESE)

Seul le prononcé fait foi

Madame la Ministre,
Madame la Vice-présidente du CESE,
Madame Michelle Perrot,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi d'adresser en premier lieu mes remerciements au Conseil Economique Social et Environnemental pour son accueil et sa collaboration de plus en plus étroite sur les sujets que nous partageons. Je vous remercie Madame la Vice-présidente - Madame Couvert - pour les mots importants que vous avez prononcés, et je veux saluer très chaleureusement Pascale Vion, Présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité, avec qui nous travaillons en totale synergie, comme d'ailleurs avec les délégations parlementaires aux droits des femmes présidées par Catherine Coutelle à l'Assemblée nationale et Chantal Jouanno au Sénat.

Madame la Ministre, chère Madame Michelle Perrot, je tiens à vous dire toute l'importance que j'accorde au fait que nous soyons réunies ici, dans l'hémicycle de la troisième assemblée constitutionnelle de France, la voix de la société civile, pour donner un **coup de projecteur inédit sur les financements publics et privés consacrés à la protection des droits des femmes et la promotion de l'égalité femmes-hommes.**

Ce sujet me taraude personnellement depuis fort longtemps. Comme toutes les femmes je crois, ou en tous cas comme la plupart, **j'ai longtemps préféré l'action à la négociation**, considérant que si nous faisons la preuve de la justesse et de l'utilité de notre action, des moyens, j'allais dire plus « décents », seraient affectés à notre secteur. Ce fut une erreur magistrale et que d'autres ont faite avant moi ! Même Yvette Roudy - pourtant si prompte à marteler, avec raison d'ailleurs, qu'en matière de droits des femmes « **rien n'est accordé mais tout est arraché** » – disait souvent que l'argent n'était pas un obstacle et que nous pouvions tant par la seule force de notre volonté.

Et ce n'est pas complètement faux, évidemment. Nous pouvons et avons pu tellement par la seule force de notre engagement. L'Histoire nous l'a montré : **Histoire dans**

laquelle rémunérer le travail des femmes n'est jamais allé de soi, Histoire dans laquelle on sous-traite aux femmes le travail domestique et le travail social.

Comme beaucoup d'autres ici, j'ai expérimenté l'engagement total et gratuit au service des droits des femmes. Au Planning familial par exemple - à écouter des femmes, les conseiller, les orienter - ou encore, en tant que Déléguée aux droits des femmes auprès du Préfet des Côtes-d'Armor dans les années 1980, à consacrer - bénévolement à l'époque ! - la moitié de ma semaine à coordonner les politiques d'égalité à l'échelle du département, et ce, en plus de mon activité professionnelle.

Plus de 30 ans plus tard, nous avons fait nos preuves, **l'égalité femmes-hommes est sur toutes les lèvres, les politiques se sont significativement développées** et le secteur s'est institutionnalisé. Et pourtant, **pourtant ... le bénévolat reste largement de mise !** Vous en faites toutes l'expérience à un degré ou un autre. Ne pas compter vos heures est une réalité qui vous parle, et dont on peut abuser au nom de notre engagement féministe. Cela peut d'ailleurs, et ce doit être dit, conduire à de réelles situations de « burn out ».

La question qui nous réunit aujourd'hui est d'abord une question d'efficacité des services rendus à la population et d'efficacité des politiques publiques. Certes. Mais c'est aussi une question de principe, je dirai presque... une question de dignité.

Ce qui est en jeu ici, c'est la valeur de ce que nous sommes, de ce que nous faisons et de ce pourquoi nous nous battons.

Depuis 2013 et la création du Haut conseil à l'égalité, la question des financements est abordée dans nombre de nos travaux comme une question centrale pour passer de l'égalité en droit à l'égalité réelle. Unanimement, nos membres avaient recommandé en 2013 - à l'occasion de l'Avis du HCE sur le projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - un **doublément *a minima* d'ici à 2017 du budget du ministère chargé des droits des femmes** - les chiffres du rapport publié aujourd'hui attestent que nous en sommes encore bien loin. Ce que nous voulions battre en brèche, c'est l'idée qu'intégrer l'objectif d'égalité femmes-hommes dans toutes les politiques publiques - de l'éducation à la santé, des transports à l'urbanisme - pouvait se faire à moyens constants. Que ce soient les associations, les Déléguées départementales et régionales aux droits des femmes et à l'égalité, les chercheuses et chercheurs, les chargées de mission égalité dans les entreprises, ou les services administratifs et institutions : nous toutes et tous qui travaillons au quotidien à impulser, accompagner et évaluer l'approche intégrée de l'égalité, nous savons que :

- **Convaincre, ça coûte de l'argent ;**
- **Former, ça coûte de l'argent ;**
- **Produire des outils (guides pratiques, indicateurs, etc.) aussi ;**
- **Et Mener des études et des évaluations, ça coûte de l'argent aussi.**

Encore un exemple récent, dans notre rapport consacré à l'éducation à la sexualité, nous avons souligné **l'insuffisance de budgets dédiés à la formation des équipes éducatives** sur le terrain, et pointé un exemple que l'on pourrait juger inconcevable. Il s'agit de la non-revalorisation de l'indemnisation forfaitaire versée par l'État aux associations qui gèrent des structures officielles d'information et de conseils pour les heures d'intervention auprès des jeunes en matière d'éducation à la sexualité : c'est bloqué à 8 euros de l'heure depuis 2002 (c'est-à-dire en dessous du SMIC horaire brut).

Dans le cadre de notre Haut conseil, nous n'avions pas pu jusqu'alors répondre au vœu - exprimé en particulier par notre secrétaire général Romain Sabathier - d'établir un rapport dédié à cette question des financements. **Nous avons donc saisi avec beaucoup d'intérêt l'initiative lancée par Anne-Cécile Mailfert et la Fondation des Femmes** et unis nos forces pour aboutir à ce premier travail. Je remercie sincèrement la Fondation des Femmes ainsi que l'ensemble des autres partenaires qui ont contribué à ce travail. **Ce rapport, j'en suis convaincue, fera date**, et permettra j'espère d'année en année d'améliorer les données et systèmes d'information existant sur le sujet, et de suivre avec plus de finesse et d'attention le niveau d'investissement public et privé dans l'égalité femmes-hommes. **Ce travail, appelé à devenir un rendez-vous annuel, devra également être l'occasion de mieux évaluer et chiffrer les besoins.** Les financements ne sont évidemment pas un objectif en soi. **Ce qui nous guide c'est le refus des injustices que vivent des millions de femmes, et la volonté que des politiques d'égalité contribuent à changer leur vie.**

A l'heure où dans ce monde qui change se lève une nouvelle génération de féministes - l'enquête dévoilée par le CSA et le Ministère chargé des droits des femmes jeudi dernier indiquait que **57% des femmes de 15-20 ans se sentent féministes !** - à l'heure où, enfin, les lois sont votées, où les plans et les programmes d'action sont lancés, nous devons collectivement franchir une étape. Nous devons arrêter, à tous les niveaux, de penser l'action pour les droits des femmes comme un supplément d'âme, et assumer ensemble un diagnostic partagé : **si l'égalité femmes-hommes se révèle à long terme un bon investissement, à court et moyen terme ce chantier structurel coûte de l'argent et nécessite de réels moyens humains et financiers.**

L'heure n'est plus à la charité, au travail invisible des femmes ou aux seules récompenses honorifiques. L'heure est à l'argent sonnante et trébuchant, car **la longue marche vers l'égalité femmes-hommes ne peut plus se payer de mots.** C'est la condition nécessaire pour accélérer et amplifier le mouvement vers l'égalité femmes-hommes.

Pour ce qui est des financements publics, que nous dit ce rapport ?

Que le budget attribué par l'Etat progresse, mais qu'il demeure résiduel et constitue son plus petit budget. La France accuse un retard par rapport à des pays

comparables, comme l'Espagne par exemple en matière de budget consacré à la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes, ou le Royaume-Uni ou la Suède en terme de contribution à ONU Femmes ou plus largement de prise en compte du genre dans l'aide publique au développement.

Quant aux collectivités territoriales, les financements sont fragiles : en attestent les suppressions radicales et douloureuses observées ces derniers mois de subventions à des associations « droits des femmes » par certaines municipalités, départements ou régions. **Les financements ne peuvent pas être dépendants de la couleur politique de la majorité en place.** Or des exemples locaux montrent le contraire.

Je ne reviendrai pas sur les chiffres pour me concentrer sur les **recommandations** que nous portons pour changer cette situation :

1. De manière générale, **augmenter les budgets de manière très significative** en prenant ainsi en compte le fait que la distorsion actuelle entre les missions fixées et les moyens affectés est immense et atteint son point de non-retour.
2. Cette augmentation peut notamment venir de l'affectation des quelques **5 millions par an qui sont retenus sur les dotations financières des partis politiques au titre du non-respect de la parité.** Nous ne parlons pas de technique financière, mais de choix politique.
3. Au-delà de la question des budgets dédiés aux droits des femmes, le sujet « argent » pose également la question du **rôle de la commande publique dans la construction d'une société d'égalité.** Plus un seul euro d'argent public ne doit venir alimenter le sexisme et les inégalités. Pour ce faire, il faut développer le conditionnement des financements publics à des critères d'égalité femmes-hommes : ce que le HCE appelle **l'éga-conditionnalité**, au même titre qu'il existe l'éco-conditionnalité. C'est un levier puissant pour progresser vers plus d'égalité professionnelle dans les entreprises, pour plus de femmes artistes programmées dans nos scènes nationales, dans nos festivals, et davantage de femmes réalisatrices soutenues financièrement. C'est un levier fort également pour plus de mixité dans les activités sportives et de loisir. Je vous invite à télécharger sur le site du HCE la note produite sur l'éga-conditionnalité et publiée ce jour, en parallèle au Rapport « Argent ».
4. Enfin, une des recommandations du rapport présenté aujourd'hui porte, et c'est capital, sur **le soutien et l'accompagnement aux associations dans la recherche de financements, publics ou privés.** A l'image de ce que peut faire le Centre Hubertine Auclert de la Région Ile de France – bel exemple d'investissement d'avenir pour l'égalité d'ailleurs – les régions et l'Etat doivent investir dans le renforcement des capacités des associations, notamment pour lever des fonds privés ou être en mesure de solliciter des fonds structurels européens.

On le voit, les solutions existent !

En conclusion, j'adresserai un message clair : pour aboutir à une société d'égalité, rien ne se fera spontanément. **Nous devons travailler dur et avec méthode, en recevant, comme le préconise l'ONU ou le Conseil de l'Europe, un « soutien politique et financier permanent ».** Avec si peu aujourd'hui, nous faisons ensemble déjà tellement. **Imaginez combien nous pourrions accélérer le changement vers l'égalité des sexes avec davantage de moyens !** J'espère que le ministre du budget nous entend, bien qu'il n'ait pas pu être présent aujourd'hui.

Je vous engage à diffuser le plus largement possible ce rapport afin de mettre le sujet sur la table. Et je passe maintenant la parole à deux remarquables représentantes de deux grands réseaux associatifs essentiels aux politiques d'égalité femmes-hommes : Annie Guilberteaud, Directrice du Centre national d'information pour les droits des femmes et des familles, et Françoise Brié, Vice-présidente de la Fédération nationale solidarité femmes.